

Economic

Janvier & Février 2026

Risk MONITOR



Focus special

CCA-TAP-TAP SEND Une alliance pour l'avenir du transfert d'argent **Pp.8-9**

Opportunité du mois

Transition énergétique et délestages : pourquoi les kits solaires deviennent un marché stratégique

L'installation et la maintenance de kits solaires de secours représentent aujourd'hui une véritable niche pour les micro entrepreneurs de l'énergie au Cameroun, tant auprès des ménages que des TPE/PME confrontés à la fragilité persistante du réseau électrique. **P.16-17**



Sommaire

I- ACTUALITES DU MOIS

Faits marquants

II. DYNAMIQUES CLÉS OBSERVÉES

III- SITUATION MACRO-ECONOMIQUE

IV- ANALYSE SECTORIELLE

Banque et Finance
Transport et Logistique
Énergie et Hydrocarbures : Le tournant Nachtigal
Agro-industrie et Marché Alimentaire
Télécommunications et Numérique
Commerce et Consommation

V- ANALYSE DES RISQUES ECONOMIQUES

Risques immédiats
Risques intermédiaires
Risques structurels

VI- RECOMMANDATIONS MANAGERIALES

VII- GLOSSAIRE

VIII- MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

ÉDITORIAL

Rostant TANE,
CEO MEDIA INTELLIGENCE Sarl

L'année 2026 s'ouvre pour le Cameroun sous le signe d'une transition majeure, marquée par le passage des grandes ambitions infrastructurelles à leur mise en exploitation réelle. La mise en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW) et le lancement des travaux du BRT à Douala symbolisent cette volonté de lever les verrous énergétiques et logistiques qui brident la compétitivité nationale. Sur le plan financier, le succès de l'Eurobond de 750 millions USD et l'allongement de la maturité des titres publics à 15 ans témoignent d'une confiance renouvelée des marchés, bien que le coût de cet endettement impose une discipline budgétaire de



fer.

Cependant, cette dynamique de modernisation se heurte encore à des « zones de friction » persistantes : goulots d'étranglement au Port de Douala, incertitudes liées au calendrier électoral et vulnérabilité du commerce extérieur face aux chocs réglementaires internationaux. Plus que jamais, l'enjeu ne réside

plus seulement dans la mobilisation des capitaux, mais dans l'efficacité opérationnelle et la capacité à transformer chaque mégawatt et chaque kilomètre de fibre optique en valeur ajoutée locale. Ce numéro du Economic Risk Monitor (ERM) propose une immersion dans ces mutations, avec un focus spécial sur la digitalisation des rémittances bancarisées. À travers notre approche PESTEL, nous offrons aux décideurs une boussole stratégique pour naviguer entre les opportunités d'un secteur minier en pleine effervescence et les risques d'une inflation alimentaire encore sous surveillance.

La rédaction

Directeur de publication:
TANE Rostant, CEO MEDIA INTELLIGENCE

Rédacteur en chef: VANA ZOKOM Elie, Consultant Data chez MEDIA INTELLIGENCE

Collecte et traitement des données: VANA ZOKOM et DASSI MBOUWE Othniel, Consultant en Veille stratégique chez MEDIA INTELLIGENCE,
Carine MEFO Documentaliste et Consultant en veille stratégique

Infographie et Maquette:
NSENAAA Clément, infographiste chez MEDIA INTELLIGENCE

Experts du solaire:

- **Awoudvao BeauRegard**, Études et dimensionnement, Nord Extrême-Nord
- **HAMA-AOUDI**, Installation et maintenance, Extrême-Nord
- **Yonong Nestor Max**, Études et dimensionnement, Extrême-Nord
- **FON MOULIOM ABDEL AZIZI**, Installation et maintenance, Nord Adamaoua Extrême-Nord

Images et illustrations: Free-pick.com,
MEDIA INTELLIGENCE



RÉSUMÉ EXECUTIF

En ce début d'année 2026, l'économie camerounaise navigue entre une désinflation progressive et une accélération des investissements structurants. L'inflation s'établit à 3,1 % en janvier, amorçant une convergence vers le plafond communautaire de 3 %, malgré une pression persistante sur les produits alimentaires (+ 6,6 % sur un an). La croissance est attendue autour de 3,3 % pour l'exercice, conditionnée par la poursuite des réformes sous l'égide du FMI.

Faits saillants par pilier stratégique :

• Finance & Dette :

L'État a mobilisé 750 millions USD à un taux de 10,13 % sur le marché international et bénéficie de 585 milliards FCFA de garanties (BAD/ATIDI) pour ses projets prioritaires. Le secteur bancaire se consolide avec l'augmentation du capital de BGFI Bank à 50 milliards FCFA et le lancement du premier Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la CEMAC.

• Énergie & Mines :

Le jalon historique de la mise en service de Nachtigal (420 MW) est atteint, tandis que le secteur minier reçoit une impulsion majeure avec l'annonce d'un plan d'investissement de 795 millions USD par le fonds émirati ARA-CARI.

• Infrastructures & Logistique :

Si le lancement du BRT de Douala promet de transformer la mobilité urbaine, le Port de Douala subit des retards critiques liés au scanning des marchandises, pesant sur les coûts des importateurs.

• Focus Spécial : L'alliance CCA Bank - TapTap

Send instaure un corridor digital direct «Diaspora - Compte Bancaire», favorisant l'inclusion financière et la capture des devises dans le circuit formel.

Analyse des Risques :

Les risques immédiats se concentrent sur la pression du service de la dette, les délais portuaires et la fragilité des services numériques face aux exigences de conformité KYC. À moyen terme, l'incertitude liée au calendrier électoral de 2026 et le décalage entre la production d'énergie et les capacités de transport d'électricité restent des points de vigilance majeurs pour l'investissement privé.



I. ACTUALITES DU MOIS

L'actualité économique de ce début d'année 2026 au Cameroun est marquée par des décisions économiques majeures notamment les nouveaux financements de l'État, la dynamique du secteur bancaire, ainsi que les avancées des grands projets énergétiques, d'infrastructures

et agro-industriels. L'accent est mis sur les risques liés à la dette, aux retards de paiement et aux goulots d'étranglement logistiques, tout en soulignant les opportunités créées par les investissements structurants. L'analyse offre ainsi aux opérateurs économiques, une lecture synthétique à deux niveaux :

les faits majeurs qui ont marqué cette période et une analyse des dynamiques clés selon l'approche PESTEL.

Socio-Politique

- Le GECAM plaide pour un gouvernement de rupture afin d'améliorer le climat des affaires
- Le pays attend également la convocation du corps électoral pour les législatives et municipales de 2026, dans un contexte d'incertitudes sur le calendrier précis.
- Le Cameroun fait face à des tensions au sein de la CEMAC, notamment liées au versement de contributions communautaires (arriérés de la Taxe communautaire d'intégration), ce qui pourrait freiner l'intégration régionale commerciale.

Finances & Economie

- Le Cameroun sollicite les garanties de la BAD et ATIDI pour lever 585 Mds FCFA sur le marché international
- L'Etat parvient à lever 750 M USD à 10,13 % sur le marché international et le coupon de l'eurobond passe de 10,125 % à 7,79 % grâce à un swap de devises
- Nouveaux financements pour le Projet de reconfiguration du système d'eau potable de Yaoundé
- Mission Article IV : Le FMI appelle à la consolidation des finances publiques et à l'accélération des réformes structurelles
- Marché obligataire : le Trésor camerounais lance ses premières obligations à 15 ans, une maturité historique
- Cameroun – AFD : 175,5 M EUR au service de la résilience urbaine, de la sécurité alimentaire et du développement local
- Cameroun – Banque mondiale : 200 M USD pour moderniser les finances publiques

Banques

- La banque burkinabè CORIS BANK poursuit son expansion, et le groupe Afriland First Bank est au cœur des financements des projets gouvernementaux et minier.
- BGFI Bank Cameroun porte son capital à 50 milliards FCFA pour anticiper les nouvelles exigences de la COBAC.
- Lancement du premier Bureau d'information sur le Crédit de la CEMAC

Télécommunications & Numérique

- MTN obtient l'approbation du conseil d'administration d'IHS Towers pour l'acquisition
- MTN et Orange lancent des cartes virtuelles prépayées MasterCard en partenariat avec Access Bank
- Densification de la fibre optique et connectivité haut débit. Le secteur numérique enregistre en janvier 2026 une accélération du déploiement de la fibre optique par CAMTEL, ciblant prioritairement les zones d'activités économiques secondaires.
- Nouvelles exigences de l'ART sur la qualité de service. Ces exigences renforcent la protection des entreprises face aux interruptions de connectivité et imposent aux opérateurs une plus grande transparence sur les débits effectifs.

Commerce & Consommation

- La valeur des exportations camerounaises vers les États-Unis baisse de 16,6 % à la suite de la mise en place de droits de douane américains
- Grande distribution : le groupe français Casino cède sa filiale de vente en gros
- Dynamisme du Crédit-Bail pour la modernisation industrielle. Le secteur financier affiche en janvier 2026 un regain d'intérêt pour le crédit-bail (leasing).

Transport

- Le Cameroun ouvre ses portes à Qatar Airways
- L'économie bleue au Cameroun, pilier stratégique en développement, représente 5,8 % du PIB et génère environ 22 600 milliards FCFA de richesse écosystémique.
- Le Ministère des Transports et la Banque Mondiale consolident leur partenariat
- UK Export Finance approuve un financement de 130 Mds FCFA pour la route Ebolowa-Akom II-Kribi
- Allongement majeur des délais passage au PAD, les chargeurs paient le prix de l'absence de consensus sur les modalités de scanning des marchandises. Le mois de janvier 2026 aura été marqué au niveau de la place portuaire de Douala, principal point de flux des marchandises au Cameroun, par une série de rebondissement concernant le scanning des marchandises, étapes majeures du processus de dédouanement ou d'exportation des marchandises.
- Lancement des travaux du Bus Rapid Transit (BRT) de Douala. L'urbanisme et la logistique de la métropole économique entrent dans une phase active avec le lancement des travaux lourds du BRT de Douala, soutenu par la Banque Mondiale.

Agro-industrie

- 60 M USD pour concilier développement agricole et préservation du patrimoine forestier
- Nouvelles facilités d'installation sur les sites de la MAGZI. Ces mesures incluent des simplifications administratives pour l'accès au foncier aménagé et des incitations tarifaires pour les projets agro-industriels structurants.
- Valorisation du café Robusta sur les marchés internationaux. Porté par des déficits d'offre en Asie du Sud-Est, le Robusta national capte des primes de qualité accrues sur les places boursières

Energétique, Pétrole et Gaz

- Le Cameroun et la Guinée équatoriale signent un accord sur l'exploitation commune du champ gazier transfrontalier Yoyo-Yolanda
- EDC ouvre un marché de 4Mds FCFA pour la maintenance industrielle sur le barrage de MEMVE'ELE
- La SONARA examine la piste d'un partenariat avec DANGOTE REFINERY
- L'Etat lance une série de mesures pour lutter contre la fraude à l'électricité
- Renationalisation d'ENEO : l'Etat finalise le rachat des parts d'Actis dans le capital d'ENEO
- Mise en service du barrage de Nachtigal. Le secteur énergétique franchit un cap décisif en ce début d'année 2026 avec la mise en service complète du barrage de Nachtigal. Cette infrastructure de 420 MW, pilotée par la NHPC, permet une injection massive d'énergie propre dans le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Cette avancée en l'absence d'une infrastructure opérante de transport de l'énergie vers les zones de concentration industrielle limite la contribution attendue de cet investissement au processus d'industrialisation de notre économie.

Minier

- Le gouvernement annonce des mesures pour restructurer le secteur d'exploration artisanal de l'or
- Bauxite de MINIM MARTAP : accord entre CAMRAIL et CAMALCO sur les travaux ferroviaires ouvrant la voie aux exportations
- Investissement massif du fonds émirati ARACARI Resource Group. Le secteur minier camerounais bénéficie d'une impulsion historique avec l'annonce, par le fonds émirati ARACARI Resource Group, d'un plan d'investissement d'envergure de 795 millions USD (environ 480 milliards FCFA) sur les dix prochaines années.
- Le Cameroun accélère l'exploitation du fer grâce à des investissements cumulés de 1 748 Mds FCFA dès l'année 2026

II. DYNAMIQUES CLÉS OBSERVÉES

Politique	• Paysage politique : marqué par une volonté de réforme structurelle, mais reste teinté d'incertitudes liées au calendrier électoral. • Gouvernance : Plaidoyer du GECAM pour un «gouvernement de rupture» afin d'améliorer l'environnement des affaires. • Élections : Attente de la convocation du corps électoral pour les législatives et municipales de 2026, créant un climat d'incertitude. • Diplomatie régionale : Tensions au sein de la CEMAC concernant les arriérés de la Taxe communautaire d'intégration, ce qui pourrait freiner l'intégration commerciale.
Économique	• Financement de l'État : Levée de 750 millions USD à 10,13 % sur le marché international et recours aux garanties de la BAD et d'ATIDI pour mobiliser 585 milliards FCFA. • Secteur Minier : Investissement historique de 795 millions USD par le fonds émirati ARACARI Resource Group et accélération de l'exploitation du fer (1 748 milliards FCFA d'investissements cumulés dès 2026). • Dette et Réformes : Appel du FMI à la consolidation des finances publiques et à l'accélération des réformes structurelles (Mission Article IV) • Commerce Extérieur : Baisse de 16,6 % des exportations vers les États-Unis suite à de nouveaux droits de douane.
Social	• Développement Urbain : Lancement des travaux du Bus Rapid Transit (BRT) à Douala pour améliorer la mobilité urbaine, soutenu par la Banque Mondiale. • Sécurité Alimentaire : Engagement de 175,5 millions d'euros avec l'AFD pour la résilience urbaine et la sécurité alimentaire. • Emploi : Le secteur de l'économie bleue est identifié comme un pilier stratégique, générant déjà une richesse importante et visant la création d'emplois durables.
Technologique	• Infrastructures Numériques : Accélération du déploiement de la fibre optique par CAMTEL, ciblant les zones d'activités économiques secondaires. • Services Financiers Digitaux : Lancement de cartes virtuelles prépayées MasterCard par MTN et Orange en partenariat avec Access Bank. • Innovation Bancaire : Lancement du premier Bureau d'information sur le Crédit (BIC) de la CEMAC pour mieux évaluer les risques de crédit.
Environnemental	• Énergie Propre : Mise en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW), permettant une injection massive d'énergie propre dans le réseau. • Conservation : Mobilisation de 60 millions USD pour concilier le développement agricole et la préservation du patrimoine forestier. • Économie Bleue : Valorisation des 402 km de côtes pour une croissance durable et la modernisation de la pêche.
Légal	• Régulation des Télécoms : Nouvelles exigences de l'ART sur la qualité de service et la transparence des débits effectifs. • Secteur Énergétique : Nationalisation d'ENEO (rachat des parts d'Actis par l'État) et mesures de lutte contre la fraude électrique. • Secteur Minier : Mesures de restructuration de l'exploration artisanale de l'or. • Banque : Augmentation du capital de BGFI Bank à 50 milliards FCFA pour anticiper les nouvelles exigences de la COBAC.



Fruits & légumes sains pour toute la famille

Nos offres et services

Livraison à domicile
Panier personnalisé
Programme de fidélité
Préparation de jus de fruits
Compte pro avec facturation (entreprises)

Agrumes • légumes • féculents
Transformation • Import/export

+237 6 90 75 11 10
+237 6 77 43 10 13

 @Greenventure

 cgreenventure@gmail.com





Focus special

TAP-TAP SEND et CCA BANK une alliance pour l'avenir du transfert d'argent.

CCA Bank et TapTap Send viennent de franchir une nouvelle étape dans la bancarisation des flux de la diaspora camerounaise. Leur partenariat bâtit un corridor digital direct "diaspora-compte bancaire", pensé pour être plus rapide, plus transparent et plus compétitif que les canaux traditionnels de transfert.

Un corridor 100% digitalisé

Concrètement, le dispositif repose sur une logique mobile-first. L'expéditeur, installé en Europe ou aux États-Unis, initie l'opération depuis l'application TapTap Send, après vérification d'identité et sécurisation du moyen de paiement. La conversion de devise se fait en temps réel, puis les fonds sont dirigés vers le compte CCA Bank du bénéficiaire au Cameroun. La banque prend le relais : contrôles de conformité locaux, traçabilité des opérations, puis cré-

dit du compte en FCFA. Le résultat pour l'utilisateur final est un transfert quasi instantané, sans passage par le cash.

Une proposition de valeur à trois niveaux

Pour les clients de la diaspora et leurs familles, l'équation est claire : coûts de transfert réduits et lisibles, rapidité d'exécution, interface simple d'usage, sécurité renforcée et accès direct au système bancaire (épargne, paiements, historique des flux). Ce n'est plus seulement un envoi d'argent, mais une porte d'entrée vers des services financiers plus complets.

Pour CCA Bank, ce corridor devient un puissant moteur de dépôts additionnels issus de la diaspora. Il renforce la fidélisation de la clientèle, améliore la connaissance des flux de revenus des ménages et consolide l'image de banque universelle

tournée vers le digital. À terme, ces dépôts récurrents soutiennent la capacité de financement de l'économie locale.

Pour TapTap Send, l'enjeu est stratégique : l'entreprise étend son offre au Cameroun au-delà du seul mobile money, s'ancre davantage dans l'écosystème bancaire formel et gagne en crédibilité auprès des régulateurs comme des usagers.

Des risques réels, à encadrer

Ce modèle reste néanmoins fragile à deux niveaux :

- Sa dépendance au numérique (smartphone, connexion internet, carte bancaire) qui laisse en marge une partie des ménages moins connectés.

- Les risques opérationnels : les erreurs de saisie, les blocages liés aux procédures KYC, les litiges sur le taux de change ; peuvent rapidement se transformer en irritants



Taptap Send

NOUVEAU !!!

DÉSORMAIS ENVOYEZ DE L'ARGENT VERS LES COMPTES BANCAIRES

CCA BANK AU CAMEROUN

Télécharger sur App Store

Disponible sur Google Play

commerciaux. L'environnement réglementaire qui devient de plus en plus exigeant en matière de conformité et de lutte contre le blanchiment, impose une vigilance continue, sous peine de risque d'image pour les deux partenaires.

Un effet structurant sur l'économie Au niveau macroéconomique, l'impact est loin d'être une anecdote. En orientant une part croissante des transferts de la diaspora vers le circuit bancaire formel, le partenariat renforce les réserves en devises, la liquidité du système bancaire et la capacité de financement de l'économie réelle. Il soutient la consommation et l'investissement des ménages, notamment dans le logement, les projets familiaux ou l'auto-emploi, tout en accélérant l'inclusion financière.

Pour la diaspora, l'outil ne se limite plus au soutien ponctuel : il facilite l'investissement à distance

(l'épargne, l'immobilier, les projets productifs), sécurise les flux, offre une meilleure traçabilité et transforme progressivement ces communautés en acteurs économiques structurés du pays d'origine.

En filigrane, l'alliance CCA Bank - TapTap Send illustre une tendance

lourde : la digitalisation des remittances comme levier de développement. En créant un pont financier durable entre la diaspora et l'économie camerounaise, ce partenariat ouvre la voie à des services à plus forte valeur ajoutée.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS MAROC 2025

LA PIEL

Powered by **sembe**

Co-host **Taptap Send**

Sponsors: **TECNO**, **Orange Money**

Sponsor Officiel: **CCA Bank**

Partenaires Médias: **MA**, **RIELES**, **JEUNE**

BLANCHIE BAKIKEN - RUBY LA COMETIENNE - STEPHANE SAGIE - IVANA ONONING - MAYOLLE FRANCINE - PIERRE ARENA - KAMERUFE - SALOME JE T'AIME - MARSHALL - PARSON - RANDY GUINE - KAREMATIK - CELESTE VICTORINE - MIRAZLE - NIANO COOK - ELYSEE LE SNEPER

III. SITUATION MACRO-ECONOMIQUE

Entre janvier et février 2026, la situation macroéconomique du Cameroun reste marquée par un arbitrage délicat entre désinflation progressive et impératif de soutien à la croissance, dans un contexte de consolidation budgétaire sous surveillance du FMI. L'inflation moyenne sur les douze mois achevés en janvier 2026 s'établit à 3,1%, en net recul par rapport aux 5,7% enregistrés un an plus tôt, mais demeure légèrement au dessus du plafond de 3% fixé par la CEMAC, signe que les tensions sur les prix, notamment alimentaires, ne sont pas totalement résorbées. La composante alimentaire reste le principal foyer de vulnérabilité

: les produits alimentaires affichent encore une hausse moyenne de 6,6% sur un an, même si le repli de 1,9% observé en janvier traduit une détente liée à un meilleur approvisionnement des marchés et à la normalisation logistique après les perturbations de fin 2025, ce qui atténue ponctuellement la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. En parallèle, les consultations de l'Article IV du FMI, menées jusqu'à la mi février 2026, soulignent que la trajectoire de croissance – attendue autour de 3,3% en 2026 avant une accélération au delà de 4% à partir de 2028 – reste conditionnée à la poursuite des réformes structurelles, à la discipline budgétaire et à une allocation plus

efficace de l'investissement public, dans un environnement de risques toujours orientés à la baisse (chocs externes, contraintes énergétiques, soutenabilité de la dette). Pour les décideurs, la période de janvier février 2026 apparaît ainsi comme une fenêtre d'opportunité : la décruce de l'inflation, que le FMI projette à 2,9% en moyenne sur 2026, ouvre un espace limité mais réel pour calibrer des politiques de soutien ciblé à la demande et à la compétitivité, tout en maintenant le cap sur les objectifs de convergence régionale et la réduction des déséquilibres fiscaux et externes.

IV. ANALYSE SECTORIELLE

L'économie camerounaise amorce l'année 2026 sous le signe d'une transition structurelle majeure. Entre levées de fonds internationales records et mise en service d'infrastructures critiques, voici le décryptage des six secteurs piliers de la croissance nationale.

Banque et Finance :

Le paysage bancaire camerounais vit une mutation profonde, portée par une capitalisation et une digitalisation accrue des flux de la diaspora. L'alliance stratégique entre CCA Bank et TapTap Send illustre cette volonté de capter l'épargne des migrants vers le circuit formel. Parallèlement, le marché des titres publics franchit un cap historique avec l'émission d'obligations à 15 ans de maturité par le Trésor public. L'expansion de CO-RIS Bank, le renforcement du capital de BGFI Bank à 50 milliards FCFA pour anticiper les normes COBAC, et lancement du premier Bureau d'information sur le Crédit (BIC) montre que la consolidation est en cours. Mais la dépendance aux titres publics et l'exigence de conformité KYC restent des points de vigilance.

Niveau de Risque :
Risque modéré



Transport et Logistique :

Le secteur est porté par des projets urbains d'envergure comme le Bus Rapid Transit (BRT) de Douala, soutenu par la Banque Mondiale. Cependant, l'efficacité logistique reste entravée par des tensions opérationnelles majeures, notamment au Port Autonome de Douala (PAD) où l'absence de consensus sur le scanning des marchandises allonge considérablement les délais. D'autre part l'arrivée de Qatar Airways, l'investissement de 130 milliards FCFA pour la route Ebolowa-Akom II-Kribi et la montée en puissance de l'économie bleue qui pèse désormais près de 5,8 % du PIB rejoignent les surcoûts logistiques pouvant avoir un impact sur la compétitivité des entreprises.



Niveau de Risque : Élevé.

Agro-industrie et Marché Alimentaire :



Le début d'année 2026 est marqué par un jalon historique : la mise en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW). Cette injection massive d'énergie propre promet de stabiliser le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Sur le front des hydrocarbures, l'État reprend la main avec la renationalisation d'EN-EO et l'exploration de synergies entre la SONARA et la raffinerie DANGOTE. L'accord gazier transfrontalier Yoyo -Yolanda

avec la Guinée équatoriale pour une exploitation estimée à près de 2,5 milliards de pieds cube vise une coopération stratégique entre les deux pays et renforce leur position sous régionale avec la création des emplois. Malgré l'offre de production accrue, les faiblesses des infrastructures de transport limitent encore l'impact sur l'industrialisation.

Niveau de Risque : Intermédiaire.

Énergie et Hydrocarbures : Le tournant Nachtigal

Le début d'année 2026 est marqué par un jalon historique : la mise en service complète du barrage de Nachtigal (420 MW). Cette injection massive d'énergie propre promet de stabiliser le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Sur le front des hydrocarbures, l'État reprend la main avec la renationalisation d'EN-EO et l'exploration de synergies entre la SONARA et la raffinerie DANGOTE. L'accord gazier transfrontalier Yoyo -Yolanda avec la Guinée équatoriale pour une exploitation estimée à près de 2,5 milliards de pieds cube vise une coopération stratégique entre les deux pays et renforce leur position sous régionale avec la création des emplois. Malgré l'offre de production accrue, les faiblesses des infrastructures de transport limitent encore l'impact sur l'industrialisation.

Niveau de Risque : Modéré.

Numérique et télécommunications

Le secteur numérique s'accélère avec le déploiement intensif de la fibre optique par CAMTEL vers les zones économiques secondaires. L'ART durcit le ton sur la qualité de service, imposant une transparence totale sur les débits réels, ce qui sécurise les investissements des entreprises dépendantes de la connectivité. L'acquisition d'IHS Towers par MTN et lancement de cartes virtuelles Mastercard par MTN et Orange en partenariat avec Access Bank montre que la dynamique de croissance est solide, bien que la dépendance technologique et les interruptions de service restent des enjeux de court terme.



VI. ANALYSE DES RISQUES ECONOMIQUES

En ce début 2026, le Cameroun montre une économie en transition, coïncée entre le court terme de la gestion des urgences (port, dette, coût de la vie), le moyen terme des grands chantiers (énergie, transport, mines) et le long terme de la soutenabilité de son modèle de croissance. Pour les décideurs privés comme publics, l'enjeu n'est plus seulement de lancer des projets, mais de réduire les frictions opérationnelles, d'ancrer les réformes de gouvernance et de veiller à ce que chaque franc de dette contractée crée un maximum de

Risques immédiats

• Goulots d'étranglement au Port de Douala :

Allongement majeur des délais de passage au PAD lié au conflit sur le scanning des marchandises, renchérissant les coûts logistiques, menace la compétitivité des importateurs favorise les risques de rupture d'approvisionnement.

• Pression du service de la dette publique :

Levée de 750 millions USD à 10,13% et nouveaux financements garantis par BAD/ATIDI augmentent la pression sur la trésorerie de l'État, dans un contexte où le FMI appelle à la consolidation budgétaire, ce qui peut déboucher sur retards de paiement et compression de la commande publique.

• Hausse et volatilité des coûts de financement privés :

Marché obligataire plus long (obligations à 15 ans) mais à coûts élevés, exposant banques et entreprises au risque de refinancement, surtout dans un contexte d'exigences prudentielles plus strictes (COBAC, BIC, KYC renforcé).

• Possible fragilités opérationnelles dans les services numériques et de remittance :

Le corridor 100% digital CCA Bank-Tap-

Commerce et Consommation :



La consommation reste sous tension, mais dans un cadre plus prévisible. L'inflation se rapproche de 3%, grâce à une meilleure fluidité des circuits d'approvisionnement agro-alimentaires, ce qui limite les à-coups sur les prix des produits de base. L'intervention de l'État pour bloquer la hausse du prix du fer à béton illustre une volonté de contenir les chocs sur les coûts de construction, un facteur clé pour l'immobilier, les travaux publics et une partie de l'industrie.

En parallèle, la hausse des coûts liés à l'énergie et à l'autoproduction électrique incite les entreprises à arbitrer finement entre maintien des volumes et préservation des marges. Pour les distributeurs et industriels, le contexte combine donc une demande fragilisée par la cherté de la vie, des prix plus stables qu'en 2022-2023, et un impératif d'efficacité opérationnelle pour absorber des charges (logistique, énergie, financement) toujours élevées.

Tap Send et les cartes virtuelles MTN/Orange reposent sur la disponibilité du numérique (smartphone, internet, cartes bancaires) et sur la robustesse des procédures KYC, avec risques d'erreurs de saisie, de blocages et de litiges de change pouvant rapidement entamer la confiance des usagers.

• **Risques de tension sociale autour du coût de la vie** : Même si l'inflation se rapproche de 3%, la cherté de la vie reste élevée, tandis que les coûts énergétiques et logistiques demeurent importants, comprimant les marges des entreprises et limitant le pouvoir d'achat des ménages.

Risques intermédiaires

• **Incertitude politique et calendrier électoral** : Attente de la convocation du corps électoral pour les législatives et municipales de 2026, plaidoyer pour un « gouvernement de rupture » et tensions au sein de la CEMAC (arriérés de la Taxe communautaire d'intégration) alimentent un climat d'attentisme dans l'investissement privé et la coopération régionale

• **Décalage entre montée en puissance énergétique et capacité d'absorption industrielle** : la mise en service du barrage de Nachtigal (420 MW) renforce la production d'énergie propre, mais les faiblesses des infrastructures de transport d'électricité limitent, à moyen terme, l'impact sur l'industrialisation et la compétitivité des zones industrielles.

• **Transformation incomplète de la chaîne logistique et de transport** : le BRT de Douala, les investissements routiers (Ebolowa-Akom II-Kribi) et le développement de l'économie bleue constituent des leviers de productivité, mais leur retour dépend de la maîtrise des délais portuaires, de la gestion des partenariats (aérien, maritime) et de la gouvernance des grands projets.

• **Vulnérabilité du commerce extérieur** : la baisse de 16,6% des exportations vers les États-Unis sous l'effet de nouveaux droits de douane illustre la dépendance à quelques marchés et la faible diversifica-

tion des débouchés, exposant le pays à des chocs réglementaires externes récurrents.

• **Risque de capture incomplète de la valeur dans les secteurs minier et agro-industriel** : les investissements massifs dans le fer et l'entrée du fonds ARACARI (795 millions USD)



d'un côté, la bonne conjoncture sur le café Robusta de l'autre, peuvent rester peu transformants si la valeur ajoutée locale (transformation, services associés, logistique) n'est pas structurée rapidement.

Risques structurels

• **Soutenabilité de la dette et dépendance au financement extérieur** : le recours accru aux marchés internationaux, aux garanties multilatérales (BAD, ATIDI, Banque mondiale, AFD) et aux émissions obligataires longues révèle un modèle de croissance largement tiré par la dette, avec un risque structurel de vulnérabilité en cas de durcissement des conditions financières mondiales

• **Gouvernance des secteurs clés (énergie, mines, télécoms)**

: Renationalisation d'ENEO, projet de partenariat SONARA-DANGOTE, restructuration de l'or artisanal, durcissement de la régulation télécom par l'ART et montée en puissance des grands fonds miniers exigent un pilotage stratégique.

• **Dualisation de l'économie numérique** : L'accélération de la fibre, l'essor des services financiers digitaux et des corridors de remittance bancarisés renforcent la modernisation, mais creusent potentiellement un fossé entre ménages connectés et non connectés, avec un risque d'exclusion financière durable d'une partie de la population et des TPE informelles.

• **Vulnérabilité climatique et fragilité des systèmes alimentaires** : Malgré les 60 millions USD pour concilier agriculture et préservation forestière et les financements pour la sécurité alimentaire, la dépendance à quelques filières (café, huile de palme, importations céréalières) et aux aléas climatiques pose un risque structurel sur la stabilité des prix et des revenus ruraux.

• **Intégration régionale inachevée** : les tensions au sein de la CEMAC et les retards de contributions communautaires traduisent une intégration commerciale fragile, qui limite la taille effective du marché pour les champions bancaires, logistiques, agro-industriels et miniers camerounais à long terme.

VI. RECOMMANDATIONS MANAGERIALES

Les risques économiques appellent une réponse coordonnée de l'État, des entreprises, des ménages et des investisseurs.

● Pour le secteur public :

Renforcer la discipline budgétaire, cibler les projets vraiment productifs et réduire les retards de paiement pour limiter les tensions de trésorerie dans l'économie. Stabiliser le cadre réglementaire (port, énergie, télécoms, mines) afin de rassurer les acteurs privés et fluidifier les chaînes logistiques.

● Pour les entreprises :

Mieux gérer trésorerie, change et logistique, diversifier fournisseurs et corridors, et constituer des stocks de sécurité. Structurer



des comités de risques et exploiter les outils numériques (BIC, fibre, paiements digitaux) pour sécuriser clients et transactions.

Pour les ménages :

Prioriser les dépenses essentielles, éviter le surendettement et se protéger contre la volatilité des prix. Utiliser les services financiers digitaux pour réduire les coûts de transferts et sécuriser l'épargne.

Pour les investisseurs :

Intégrer la montée des risques pays tout en valorisant le potentiel de projets structurants à moyen-long terme. Diversifier secteurs et devises, exiger des cadres contractuels clairs et un dialogue régulier avec les autorités.

Souscrivez pour des insertions publicitaires

Pourquoi souscrire

Souscrire à un espace publicitaire dans ce bimensuel représente une opportunité exceptionnelle de positionner votre marque au cœur des décisions économiques du Cameroun, en bénéficiant d'une visibilité directe auprès d'un lectorat de décideurs, d'investisseurs et de managers en quête de données fiables pour naviguer dans un marché en pleine mutation.

Les secteurs clés surveillés

L'Economic Risk Monitor (ERM) assure une surveillance stratégique rigoureuse de secteurs pivots tels que

- la Banque et Finance,
- le Transport et Logistique,
- l'Énergie et Hydrocarbures,
- l'Agro-industrie,
- les Télécommunications et le Numérique,
- le Commerce et la Consommation.



Contacter MEDIA INTELLIGENCE



info@mediaintelligence.fr



+237 699941463



Yaoundé, Elig-Essono Immeuble
SCB face Entrée de la Gare, porte 105



Eau de table

La pureté qui fait la différence

Puisée au cœur de Batchenga, cette eau traverse naturellement des couches rocheuses qui la purifient depuis des millénaires.



Idéale pour toute la famille

Normes camerounaises



**NC 207 : 2018
NC 04:2019**

Certifié conforme aux
normes camerounaises
et internationales



ECO-RESPONSABLE
Packaging optimisé, impact carbone
minimal, soutien à l'économie locale

VII. OPPORTUNITES DU MOIS

Transition énergétique et délestages : pourquoi les kits solaires deviennent un marché stratégique

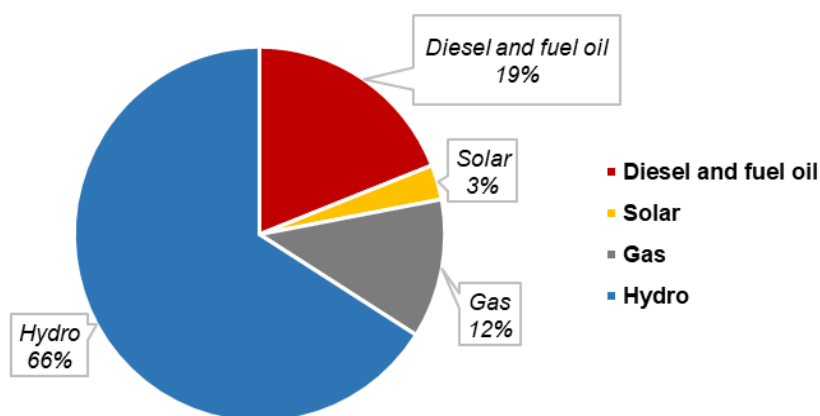
L'installation et la maintenance de kits solaires de secours représentent aujourd'hui une véritable niche pour les micro entrepreneurs de l'énergie au Cameroun, tant auprès des ménages que des TPE/PME confrontés à la fragilité persistante du réseau électrique.

Autonomie énergétique de proximité : une fenêtre fiscale inédite pour les kits solaires des ménages et TPE/PME

L'installation et la maintenance de kits solaires de secours pour les ménages et les TPE/PME s'inscrivent désormais au cœur d'une double dynamique : fragilité persistante du réseau électrique et bascule fiscale majeure en faveur des énergies renouvelables. Alors que la renationalisation d'ENEO intervient dans un contexte de délestages récurrents au Nord (déficit structurel de production hydraulique et appels à des centrales thermiques et solaires d'appoint) et de tensions sur les zones industrielles comme le Littoral, le gouvernement vient d'ouvrir une

brèche en levant, pour 12 mois, l'ensemble des droits et taxes de douane sur une large gamme d'équipements d'énergies renouvelables et d'eau potable. Pour le gouvernement, l'objectif visé est d'accélérer sa transition énergétique en diversifiant ses sources d'énergie vers celles renouvelables. Les récentes estimations du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE 2025) présente une domination de l'hydroélectricité (66%) qui distance de très loin le thermique (19%) et le Gaz (12%), sans oublier la part minuscule du solaire (3%).

2025 Cameroon's Energy Mix (MINEE)



La circulaire n°00000201/MINFI/DGD du 12 février 2026 dresse une liste détaillée d'équipements identifiés par leurs codes SH (panneaux photovoltaïques, batteries à cycle profond, onduleurs, câbles solaires, pompes et unités de forage, petites turbines hydroélectriques) qui peuvent désormais être importés en franchise, à condition que les importateurs répercutent cet avantage fiscal sur les prix finaux, sous peine de sanctions prévues par le Code des douanes de la CEMAC. Conjugée aux exonérations déjà introduites en 2024-2025 sur près de 220 références solaires (modules, onduleurs, batteries, contrôleurs) qui ont déjà contribué à faire reculer les prix de vente, cette nouvelle mesure réduit mécaniquement le coût d'entrée des kits, avec des baisses potentielles de l'ordre de 20 à 30% pour les systèmes domestiques ou de petite entreprise.

Dans ce contexte, des solutions hybrides (réseau + solaire + éventuellement groupe) ciblant les habitations, salons de coiffure, cybercafés, petits bureaux ou pharmacies situés dans les zones de réseau fragile deviennent une opportunité d'investissement de proximité : elles répondent à la fois au besoin de continuité de service, à la maîtrise de la facture à moyen terme et à la montée en puissance d'un cadre fiscal et réglementaire clairement pro solaire.

Opportunité solaire pour ménages et TPE/PME

La renationalisation d'Eneo s'est accompagnée du rachat des parts d'Actis (78 milliards FCFA) et de la reprise d'une dette avoisinant 800 milliards, alors que les tarifs basse et moyenne tension restent inférieurs au coût de production, ce qui rend très probable une recomposition tarifaire et un durcissement du recouvrement d'ici 2026. Dans le même temps, les coupures demeurent fréquentes, avec un déficit marqué dans les régions du Nord où l'offre avoisine 100 MW pour une demande estimée entre 200 et 250 MW, accentué par la faible retenue d'eau et la vétusté de Lagdo et malgré l'appoint de centrales solaires. Les zones industrielles et commerciales comme le Littoral et les grands centres urbains bénéficient toutefois d'un fort potentiel solaire (irradiation élevée, ensoleillement pouvant atteindre environ 11 heures/jour sur le littoral sud), ce qui rend techni-



quement crédible des solutions de back up photovoltaïque pour bureaux, petits commerces, salons de coiffure, cybercafés et ménages urbains.

Pour les consommateurs domestiques, l'offre va de petits kits entre 50 000 et 150 000 FCFA, suffisants pour l'éclairage et la recharge de téléphones, jusqu'à des systèmes « clé en main » de plusieurs kWh/jour capables d'alimenter une maison standard (éclairage, TV, réfrigérateur, quelques petits appareils). Des fournisseurs locaux proposent par exemple des kits d'environ 2 à 4 kWh/jour autour de 2,75 millions FCFA et des kits de 5 à 8 kWh/jour autour de 4,2 millions FCFA, incluant panneaux, batteries, onduleur hybride et installation, pensés pour des familles de 2 à 4 personnes ou de petites activités (bureaux, commerces). Pour les TPE/PME (coiffeurs, pharmacies, petites cliniques, centres commerciaux, résidences de standing), des systèmes d'autoconsommation avec batteries lithium sont commercialisés avec la promesse de réduire fortement la facture Eneo et de ne plus subir les délestages, parfois avec des économies annoncées de plusieurs millions de FCFA sur la durée de vie du système. Dans ce contexte, un acteur positionné sur la conception, l'installation, la maintenance et le conseil (dimensionnement, financement, hybridation réseau/groupe électrogène/solaire) peut se spécialiser par segment : chambres étudiantes, maisons de 3-4 pièces, salons de coiffure, cybercafés ou petites unités de froid (congélateurs, frigors pour boissons et denrées).

Solaire au Cameroun : Le marché de la nécessité prend son envol



Alors que le pays fait face à des défis persistants de fourniture électrique, l'énergie solaire ne se présente plus comme une alternative écologique de luxe, mais comme un investissement stratégique vital. Entre déficit énergétique et ensoleillement exceptionnel, enquête sur un secteur où la fiabilité prime désormais sur l'argument vert.

Une opportunité d'investissement portée par le déficit

Interrogés sur l'attractivité du secteur, les experts sont unanimes : le marché camerounais est en pleine expansion. Ce dynamisme repose sur un socle de réalités techniques et géographiques indéniables. Avec un ensoleillement pouvant atteindre 5,8 kWh/m²/jour, le potentiel naturel du pays est immense.

Un marché de « besoin » plutôt que de « conviction »

Toutefois, ce n'est pas la seule nature qui pousse les investisseurs à s'y intéresser. « Vu la récurrence du déficit énergétique, le solaire sera incontournable dans les années à venir », affirme un ingénieur du panel. Pour les millions de Camerounais non raccordés ou subissant les défaillances du réseau, les systèmes décentralisés s'imposent

comme la solution d'électrification la plus agile.

Cibler la demande réelle : Le pivot vers le rural

L'une des conclusions les plus frappantes des experts concerne la psychologie du consommateur local. Contrairement aux marchés européens portés par la transition écologique, le solaire au Cameroun est un marché de nécessité.

Le client ne cherche pas à réduire son empreinte carbone, mais à garantir sa continuité de service. Cette particularité rend le secteur extrêmement résilient aux cycles économiques : l'électricité est devenue un bien de première nécessité. Les entrepreneurs du secteur ont donc tout intérêt à ajuster leur discours : pour vendre, il faut parler de fiabilité et de stabilité, plutôt que d'écologie.

Il existe aujourd'hui un décalage entre les orientations politiques, souvent focalisées sur les TPE/PME, et la réalité du terrain. Les données recueillies montrent que la demande la plus immédiate et la plus massive provient des ménages ruraux et résidentiels.

Les entrepreneurs qui choisiront de cibler ces segments, souvent délaissés par les grands projets d'infrastructure, seront les mieux

alignés avec la demande actuelle. L'offre doit donc s'adapter en proposant des configurations accessibles mais robustes.

Le panel d'ingénieurs définit deux configurations types pour répondre aux besoins standards :

Le kit d'entrée (Petite chambre) :

Pour un budget compris entre 200 000 et 400 000 FCFA, un système de 200 à 400 Wc permet de couvrir les besoins essentiels. La majorité des experts recommande ici un kit off-grid (autonome).

Le pack familial (Maison de 4 pièces) :

Pour une production de 5 à 8 kWh/jour et un stockage adapté, l'investissement oscille entre 1 et 3 millions FCFA.

Un paysage concurrentiel en structuration

Si le marché des panneaux reste fragmenté avec une multitude d'acteurs, des leaders commencent à émerger sur les segments à forte valeur ajoutée.

C-Worth s'est imposée comme la marque locale de référence, rassurant par sa proximité. Growatt et Felicity dominent le segment critique des onduleurs et des batteries, où la technologie et la durée de vie des équipements sont les principaux critères de choix.

L'énergie solaire au Cameroun quitte la sphère du projet académique pour devenir une réalité industrielle et commerciale majeure. Pour les investisseurs, la clé du succès réside désormais dans la capacité à fournir des solutions décentralisées capables de pallier immédiatement les carences du réseau national.

GLOSSAIRE

- **AFD** : Agence Française de Développement
- **ATIDI** : African Trade & Investment Development Insurance
- **BGFI** : Banque Gabonaise et Française Internationale
- **BRT** : Bus Rapid Transit
- **CAMAIR-CO** : Cameroon Airlines Corporation
- **CAMALCO** : Cameroon Aluminium Company
- **CAMRAIL** : Cameroon Railways
- **CAMTEL** : Cameroon Telecommunications
- **CCA BANK** : Crédit Communautaire d'Afrique Bank
- **CEMAC** : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
- **COBAC** : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
- **CORIS BANK** : Groupe bancaire présent dans plusieurs pays africains
- **ENEO** : Energy of Cameroon
- **FMI** : Fonds Monétaire International
- **GECAM** : Groupement des Entreprises du Cameroun
- **KYC** : Know Your Customer
- **NHPC** : Natchigal Hydro Power Company
- **OPALM** : Organisation des Producteurs de Palmier à Huile
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **SFI** : Société Financière Internationale
- **SOCAPALM** : Société Camerounaise de Palmeraies

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

Approche : PESTEL + Scenario Analysis

- **PESTEL** : Analyse systémique des 6 dimensions (Political, Economic, Social, Technological, Environmental, Legal).

Exploitation des sources

- **Sources primaires (terrain)** : Journaux officiels du Cameroun, banques, marchés, entreprises & commerces et indicateurs internes du cabinet Media Intelligence.

Sources secondaires fiables

- **Institutions nationales** : INS, BEAC, DGI, MINFI, MINPOSTEL, MINEPAT, Loi de finances 2026, Brèves économiques d'Afrique central, Note économique mensuelle Numéro 06 du GECAM de janvier 2026
- **Médias & veille locale** : Cameroon Tribune, Journal du Cameroun, ActuCameroun, Eco-Matin, Ecofin, Investir au Cameroun, MiMi Mefos News, Jeune Afrique, ...etc
- **Institutions internationales** : Banque Mondiale, FMI, FAO, African Development Bank

PRÉSENTATION DE MEDIA INTELLIGENCE

MEDIA INTELLIGENCE naît du constat selon lequel les entreprises camerounaises et de la zone CEMAC en général évoluent dans un environnement particulièrement incertain. En effet, le constat déclencheur est que ces entreprises ne disposent souvent pas d'informations pertinentes, fiables et actualisées lors de la prise de décisions stratégiques – des décisions qui engagent fréquemment d'importants capitaux, ont un impact à long terme (généralement sur 3 à 10 ans) et sont difficiles, voire coûteuses, à inverser.

Premier cabinet camerounais spécialisé en veille stratégique, intelligence économique, media research, market research et competitive business intelligence, MEDIA INTELLIGENCE accompagne les dirigeants avec une expertise pointue, notamment dans les secteurs convergents des finances, des médias et des télécommunications. Présent à Yaoundé et Douala, avec un réseau étendu dans plusieurs pays de la CEMAC et au-delà, le cabinet transforme l'incertitude en avantage compétitif grâce à des analyses prospectives solides et des insights actionnables.

Parmi les décisions stratégiques cruciales que MEDIA INTELLIGENCE aide à éclairer, on peut citer notamment :

L'investissement dans un nouveau projet ou une nouvelle unité de production (ex. : construire une usine de transformation agroalimentaire ou ouvrir une filiale dans un autre pays de la CEMAC).

L'entrée sur un nouveau marché ou le lancement d'un produit/service innovant (ex. : une offre télécom 4G/5G ou mobile money dans une région sous-équipée).

La diversification des activités (ex. : une entreprise de télécoms investissant dans la fintech ou les énergies renouvelables).

L'adoption de technologies disruptives (ex. : l'automatisation ou la transformation digitale).

Dans un contexte marqué par des défis économiques, réglementaires et concurrentiels propres à la zone CEMAC, ces choix exposent les dirigeants à des risques élevés sans données fiables. C'est précisément pour accompagner les entreprises dans ces moments critiques que MEDIA INTELLIGENCE propose son expertise unique : fournir les outils, les études de marché approfondies et les insights nécessaires pour transformer l'incertitude en opportunités durables et rentables.

NOS SERVICES

VEILLE

L'offre de veille de Média Intelligence permet d'avoir en temps réel, les informations les plus pointues et les plus précises sur votre environnement concurrentiel (acteurs, produits, parts de marché, innovation, stratégie client, réglementation, etc.) afin d'impacter votre marché.

ÉTUDES

L'offre d'études permet d'identifier et de mesurer les tendances du marché, des produits et services (qualitativement et quantitativement). Nos stratégies personnalisées vous permettront d'accroître vos parts de marché.

FORMATIONS

Média Intelligence vous accompagne dans le processus d'accroissement de votre compétitivité par le renforcement des capacités de votre équipe en matière de veille.

ACCOMPAGNEMENT

Nos services d'analyse et de veille stratégique incluent la rédaction de livres blancs spécialisés, des analyses conjoncturelles approfondies des secteurs d'activité, la mise en place de cellules de veille économique et technologique, ainsi que l'organisation de conférences thématiques. Ces prestations permettent aux entreprises de disposer d'une vision éclairée de leur environnement concurrentiel et des tendances de marché pour optimiser leurs décisions stratégiques.

MEDIA INTELLIGENCE EN CHIFFRES

+300
Projets conduits
avec succès

+20
Consultants
et experts associés

+04
Secteurs d'activités
surveillés

+07
Pays couverts

ILS NOUS FONT DÉJÀ **CONFIANCE...**

CANAL+

Western Union

Airland First Bank

Commerciabank

MTN

enéo

wave

ADVANS
Growing together

AZUR

BGFI Bank

oia | omenkart

Coca-Cola

WILLIAM GRANT
& SONS

airtel

CHOCOCAM

Tradex

Breakthrough
ACTION + RESEARCH
FOR SOCIAL & BEHAVIOR CHANGE

SOCIETE GENERALE

orange

AFAPAK

Olam Agri

nexttel

et

Helen Keller
raté INTERNATIONAL